

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Archives-secretes-du-Bresil-au-sujet-de-l-affaire-Lava-Jato-Partie-1>

Archives secrètes du Brésil au sujet de l'affaire Lava Jato (Partie 1)

- Les Cousins - Brésil -

Date de mise en ligne : mercredi 12 juin 2019

Description :

Archives secrètes du Brésil au sujet de la saga de l'affaire Lava Jato qui a conduit à l'emprisonnement de l'ancien président Lula...(Partie 1) - The Intercept - Glenn Greenwald, Leandro Demori et Betsy Reed

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Comment et pourquoi *The Intercept* rapporte de nombreux documents sur l'*Opération Lava Jato* au Brésil et le Ministre de la Justice Sergio Moro. *The Intercept Brésil* a publié aujourd'hui [trois articles explosifs](#) montrant des discussions internes très controversées, politisées et juridiquement douteuses et des actions secrètes menées par le groupe de travail anti-corruption chargé de l'enquête *Lava Jato*, dirigé par le procureur général Deltan Dallagnol et Sergio Moro, alors juge et maintenant puissant Ministre de la Justice de Jair Bolsonaro [internationalement célèbre](#).

Par [Glenn Greenwald](#), [Leandro Demori](#), et [Betsy Reed](#)
[The Intercept Brésil](#) 9 juin 2019.

Ces histoires sont basées sur de nombreux documents qui n'avaient pas encore été divulgués - incluant des discussions privées, des enregistrements audios, des vidéos, des photos, des procédures judiciaires et d'autres documents - qui nous ont été fournis par une source anonyme. Ils révèlent des actes répréhensibles graves, des comportements contraires à l'éthique et des tromperies systématiques dont le public, tant au Brésil qu'à l'échelle internationale, a le droit d'être informé.

Ces trois articles ont été publiés le 9 juin dans *The Intercept Brésil* en portugais, et nous les avons synthétisés en [deux articles en anglais pour The Intercept](#). Compte tenu de la taille et de l'influence mondiale du Brésil sous le nouveau gouvernement Bolsonaro, ces histoires sont d'une grande importance pour le public international.

Ce n'est que le début de ce que nous estimons être une enquête journalistique en cours, utilisant ces nombreuses archives, sur l'enquête de corruption dans l'affaire Lava Jato ; les actions de Moro quand il était juge et celles du procureur Dallagnol ; et la conduite des nombreuses personnes qui continuent à exercer un grand pouvoir politique et économique tant au Brésil que dans d'autres pays.

Au-delà de l'importance politique, économique et environnementale inhérente du Brésil sous Bolsonaro, l'importance de ces révélations découle des [actions incomparablement conséquentes](#) de la longue enquête *Lava Jato*. Ce scandale de grande ampleur a impliqué de nombreuses personnalités politiques de premier plan, des oligarques, [le prédécesseur de Bolsonaro à la présidence](#), et même des [dirigeants étrangers](#) dans des poursuites pour corruption.

Plus important encore, l'affaire *Lava Jato* a été la saga qui a conduit à l'emprisonnement de l'ancien Président Luiz Inácio Lula da Silva l'année dernière. La condamnation de Lula par Moro, une fois qu'elle a été rapidement confirmée par une cour d'appel, [l'a rendu inéligible à se présenter à la présidence](#) à un moment où tous [les sondages](#) ont montré que Lula - qui a été élu deux fois président à une large majorité en 2002 et en 2006 avant que la limite des 2 mandats consécutifs ne l'oblige à quitter la présidence en 2010 alors qu'il atteignait [87% d'opinion favorable](#) - était en tête des sondages lors de la campagne présidentielle 2018. L'exclusion de Lula de l'élection, fondée sur le verdict de culpabilité de Moro, a été un épisode clé qui a ouvert la voie à la victoire électorale de Bolsonaro.

Ce qui est peut-être le plus remarquable, c'est qu'après que Bolsonaro ait gagné la présidence, il a créé un nouveau poste d'autorité sans précédent, appelé par les Brésiliens « super ministre de la justice », pour superviser un organisme doté de pouvoirs consolidés pour l'application de la loi, la surveillance et les enquêtes, auparavant répartis entre plusieurs ministères. Bolsonaro a créé ce poste pour le [bénéfice du juge qui a déclaré Lula coupable](#), Sergio Moro, et c'est [le poste que Moro occupe maintenant](#). En d'autres termes, Moro exerce aujourd'hui d'immenses pouvoirs de police et de surveillance au Brésil - grâce à un président qui n'a été élu qu'après

que Moro, alors qu'il était juge, a rendu le principal adversaire de Bolsonaro inéligible à l'élection présidentielle.

Les procureurs de l'enquête *Lava Jato* et Moro ont été très controversés au Brésil et au niveau international - salués par beaucoup comme des héros de la lutte contre la corruption et accusés par d'autres d'être des idéologues clandestins de droite déguisés en agents apolitiques de la loi. Leurs détracteurs ont insisté sur le fait qu'ils ont abusé et exploité leurs pouvoirs répressifs dans le but politisé d'empêcher Lula de revenir à la présidence et de détruire son Parti Travailleuse de gauche, le PT. Moro et les procureurs ont, avec la même véhémence, nié avoir des allégeances ou des objectifs politiques et ont déclaré qu'ils essayaient simplement d'éliminer la corruption au Brésil.

Mais, jusqu'à présent, les procureurs de l'enquête *Lava Jato* et Moro ont effectué leur travail en grande partie en secret, empêchant le public d'évaluer la validité des accusations portées contre eux et la vérité de leurs démentis. C'est ce qui rend cette nouvelle archive si précieuse sur le plan journalistique : Pour la première fois, le public apprendra ce que ces juges et procureurs disaient et faisaient quand ils pensaient que personne n'écoutait.

Les articles d'aujourd'hui montrent, entre autres, que les procureurs de *Lava Jato* ont parlé ouvertement de leur désir d'empêcher le PT de remporter les élections et ont pris des mesures pour réaliser ce programme et que Moro, en secret et sans éthique, a collaboré avec le procureur de *Lava Jato* à la conception du dossier contre Lula malgré de sérieux doutes internes concernant les preuves étayant les accusations, pour ensuite faire valoir son statut d'arbitre neutre.

Le seul rôle de *The Intercept* dans l'obtention de ces documents a été de les recevoir de notre source, qui nous a contactés il y a plusieurs semaines (bien avant [le piratage présumé du téléphone de Moro](#)) et nous a informés qu'ils avaient déjà obtenu l'ensemble des documents et étaient prêts à les fournir aux journalistes.

Informers le public des questions d'intérêt public et dénoncer les actes répréhensibles a été notre principe directeur lors de ce premier rapport sur les archives, et il continuera de l'être à mesure que nous ferons rapport sur le grand nombre de documents qui nous ont été fournis.

La quantité de documents contenus dans ces archives, ainsi que le fait que de nombreux documents comprennent des conversations privées entre fonctionnaires, nous obligent à prendre des décisions journalistiques quant aux documents qui doivent être publiés et rapportés, et à ceux qui ne doivent pas être publiés.

Pour porter ces jugements, nous utilisons la norme utilisée par les journalistes dans les démocraties du monde entier, à savoir que les documents révélant des actes répréhensibles ou des tromperies de la part d'acteurs puissants doivent être signalés, mais que les informations qui sont de nature purement privée et dont la divulgation peut porter atteinte à des intérêts légitimes en matière de vie privée ou autres valeurs sociales ne doivent pas être communiquées.

En effet, dans nos reportages sur ce sujet, nous sommes guidés par la même logique qui a conduit une grande partie de la société brésilienne - y compris de nombreux journalistes, commentateurs et activistes - à applaudir [la divulgation par Moro et divers médias en 2016 des appels privés](#) entre Lula et Dilma Rousseff, où les deux dirigeants discutaient de la possibilité pour Lula de devenir ministre au gouvernement de Dilma. La divulgation de ces appels privés a été cruciale pour retourner l'opinion publique contre le PT, contribuant ainsi à jeter les bases de la destitution de Dilma en 2016 et de l'emprisonnement de Lula en 2018. Le principe invoqué pour justifier cette divulgation était le même que celui auquel nous adhérons dans nos reportages sur ces documents : qu'une démocratie est plus saine lorsque des actions importantes entreprises en secret par des personnalités puissantes sont révélées au public.

Mais contrairement à ces divulgations par Moro et divers médias des conversations privées entre Lula et Dilma - qui comprenaient non seulement des questions dont les divulgations étaient dans l'intérêt public, mais aussi des communications privées de Lula qui n'avaient [aucune pertinence publique](#) et qui, selon plusieurs, ont été divulguées avec l'intention de mettre personnellement Lula dans l'embarras - *The Intercept* a décidé de taire toute communication privée, enregistrement audio, vidéo ou autre matériel concernant Moro, Dallagnol ou toute autre partie purement privée et donc non liée aux affaires d'intérêt public.

Nous avons pris des mesures pour sécuriser les archives et tous les documents qui les composent à l'extérieur du Brésil, afin que de nombreux journalistes y aient accès, de sorte qu'aucune autorité d'aucun pays n'ait la possibilité d'empêcher les reportages basés sur ces documents. Nous avons l'intention de publier des articles basés sur les archives et d'en rendre compte le plus rapidement possible, conformément à nos normes élevées d'exactitude des faits et de responsabilité journalistique.

Conformément à la pratique journalistique dans les pays où la presse opère sous la menace de censure et d'ordonnances de restriction préalable, comme cela a été le cas récemment au Brésil dirigé par les Bolsonaros, nous n'avons pas sollicité les commentaires des puissants responsables juridiques mentionnés dans ces articles avant leur publication parce que nous ne voulions pas les en informer à l'avance et que les documents parlent d'eux-mêmes. Nous les avons contactés dès leur publication et nous mettrons à jour les articles avec leurs commentaires si et quand ils nous les fourniront.

Compte tenu de l'immense pouvoir qu'exercent ces acteurs et du secret sous lequel ils ont - jusqu'à présent - pu opérer, la transparence est cruciale pour que le Brésil et la communauté internationale comprennent clairement ce qu'ils ont réellement fait. Une presse libre existe pour faire la lumière sur ce que les figures les plus puissantes de la société font dans le noir.

Glenn Greenwald, Leandro Demori et Betsy Reed

Article original en anglais : [How and Why The Intercept is Reporting on a Vast Trove Of Materials about Brazil's Operation Car Wash and Justice Minister Sergio Moro](#)

Version française : [Réseau International](#)

[(La source originale de cet article est [The Intercept Brésil](#))]

Copyright © [Glenn Greenwald](#), [Leandro Demori](#), et [Betsy Reed](#), [The Intercept Brésil](#), 2019